

Bilan des activités 2018

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
26 SEPTEMBRE 2019



I- CONTEXTE D'INTERVENTION

Facteurs internes

le démarrage du PADD et la recherche des financements complémentaires

Facteurs externes

la crise sécuritaire au centre avec de nombreux conflits communautaires opposant éleveurs nomades (peulh) et agriculteurs et pêcheurs (dogons, bamanan et bozos), faisant des dizaines de morts et des centaines de déplacés. Plus 484 écoles fermées dans la région de Mopti, dans certaines zones, certains services sociaux de base tels que les centres de santé ne sont plus fonctionnels. Naissance de deux mouvements armés d'autodéfense: “ **Alliance pour le salut au Sahel (ASS)**” et « **Dan na Amassagou** »

Cette situation de crise a contribué à restreindre le déplacement des personnes et biens dans plus de la moitié de notre zone d'intervention

II- Résumé des activités réalisées

12 projets ont été mis en œuvre dans 5 sur les 8 cercles que compte la région de Mopti et dans la commune urbaine de Gao

Dans le domaine de la décentralisation et le développement local, 5 projets ont été réalisés avec l'appui financier de l'AFD, OXFAM/PAYS-BAS, FHI 360/USAID, UCG- PMR/FIDA, YCID/CASQY, BANQUE MONDIALE et l'UNICEF

Dans le domaine de l'Eau-Hygiène-Assainissement, 3 projets ont été réalisés avec l'appui financier de l'AFD, l'UNICEF, PROTOS ET GRAND LYON

Dans le domaine de la Santé 2 projets ont été réalisés avec l'appui financier de l'AFD, MSH-CAEB/PAYS-BAS

Dans le domaine de l'éducation 2 projets ont été réalisés avec l'appui financier de l'AFD

III- Les activités réalisées

3.1 Décentralisation et Développement Local

3.1.1 Décentralisation :

Les activités ont porté sur la sensibilisation, la communication et le renforcement des capacités des acteurs locaux

Formation des jeunes sur la prévention du radicalisme

320 acteurs locaux



3.1.1 Décentralisation (suite)

Formation des jeunes leaders et autres acteurs communaux sur les modules de gouvernance locale (décentralisation, en gouvernance locale et éducation citoyenne, en élaboration de budget communal et PDSEC, en restitution publique de la gestion communale)

550 jeunes leaders

75 autres acteurs communaux



3.1.1 Décentralisation (suite)

Renforcement des capacités des groupements démunis en microfinance

Les activités ont porté sur la sensibilisation et le renforcement des capacités

329 Groupements de 8390 membres



3.1.1 Décentralisation (suite)

Diffusion des messages et couverture des activités de redevabilités des communes par les medias et radio de la place.

Partenariat avec 5 radios locales

Conception et diffusion de plus 100 spots sur des thèmes en relation avec la décentralisation

Couverture médiatique des sessions du conseil communal (bilan et compte de gestion)

Appui à la tenue de la restitution, du bilan de gestion des communes

34 communes sur 43



3.1.1 Décentralisation (suite)

Diffusion des messages et couverture des activités de redevabilités des communes par les medias et radio de la place.

Partenariat avec 5 radios locales

Conception et diffusion de plus 100 spots sur des thèmes en relation avec la décentralisation

Couverture médiatique des sessions du conseil communal (bilan et compte de gestion)

Appui à la tenue de la restitution, du bilan de gestion des communes

34 communes sur 43



3.1.1 Décentralisation (suite)

Appui à l'élaboration des plans d'action communaux des Jeunes Leaders

25 plans d'action communaux



Appui à l'amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits concernant les ressources naturelles et le foncier

25 communes évaluées par rapport à la fonctionnalité des comités de gestion des conflits.

11 communes sur 21 ont mis en place un comité de gestion des conflits fonctionnels.

3.1.1 Décentralisation (suite)

Renforcement des capacités sur les mécanismes de prévention et gestion des conflits

25 OCB

50 personnes (15 femmes, 6 handicapés et 4 élus)



Appui à l'organisation de fora publics

10 fora publics: 230 personnes ont été mobilisées



3.1.1 Décentralisation (suite)

Appui aux actions de plaidoyer des OCB

25 OCB de 50 personnes (15 femmes, 6 handicapés et 4 élus)



Identification et diagnostic des OCB, mise en place et renouvellement des Bureaux des CDQ

9 CDQ mis en place à Gao

11 bureaux des CDQ renouvelés à Mopti



3.1.1 Décentralisation (suite)

Sensibilisation, Communications et information des acteurs et populations sur les thèmes majeurs de l'engagement citoyen dans la commune Urbaine de Mopti et Gao

107 assemblées de quartier tenues (environ 3000 personnes touchées)

2 tables rondes, 6 débats sur l'état des lieux des investissements, 5 interviews et 11 messages de sensibilisation

Mapping (cartographie) des différents acteurs des quartier de Mopti et Gao

72 OCB dynamiques ont été identifiées et cartographiées.

Renforcement des capacités des OCB, élus, chefs de quartiers de Mopti et Gao

299 personnes ont été renforcées en « droits et devoirs des citoyens et des collectivités territoriales » et « Rôles et responsabilités des OCB

39 élus et chefs de quartiers ont été formés sur « les attributions du conseil, bureau communal et des chefs de quartiers, villages et fractions »

3.1.1 Décentralisation (suite)

Mobilisation sociale et consultation des citoyens

6 espaces de dialogue/concertation mis en place



Visites d'échanges d'expériences

Deux visites d'échanges d'expériences ont été réalisées:



3.1.1 Décentralisation (suite)

Suivi communautaire des projets

A Gao :

27 suivis informels (citoyens) et 6 suivis formels (commissions suivi des travaux des CDQ) réalisés



A Mopti :

14 suivis informels (citoyens) et 33 suivis formels réalisés



3.1.1 Décentralisation (suite)

Promotion de la paix et la réconciliation nationale dans la région de Mopti

1300 jeunes, 468 femmes ambassadrices de la paix

Les supports : accord de paix, la stratégie jeunesse du G5 Sahel et la réconciliation nationale

Les outils : U-report, Facebook,

Recueil d'avis, sondage et évènement virtuel

712 Focus groupes (sensibilisation sur les supports)

580 sensibilisations porte à porte (info sur le contenu des supports)

98 dialogues communautaires (débat sur les causes de la crise et les solutions)



3.1.2 Développement Local

Diagnostic des maisons des jeunes

8/25 communes disposent d'une maison de jeunes mais en mauvais état

17 autres localités où les maisons de jeunes n'existent pas, disposent d'espaces dédiés aux jeunes

les besoins en équipements sont communs à toutes les 25 localités

Réhabilitation/équipement maisons des jeunes

7 maisons de jeunes sur 8 existantes ont été équipées



3.1.2 Développement Local (suite)

Appui à l'emploi jeune

Appui à l'aménagement d'un espace, la construction d'un hangar et l'acquisition de 3 tables de soudures ainsi que d'autres équipements de soudures au bénéfice d'un jeune



Formation et équipement des jeunes en Energie solaire, électricité et parabole.

55 jeunes formés et dotés en équipements solaires.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la création d'emploi pour les jeunes



3.1.2 Développement Local (suite)

Promotion de l'aquaculture dans les communes de mopti et socoura

Fourniture et pose d'équipements froids

2 machines à glace crasseurs 500Wc/10h,
2 réfrigérateur/congélateur solaire Steca,
18 panneaux solaires de 250WC,
20 batteries solaires 200AH/12V-24v à décharge profonde,
2 régulateurs de 45 Ah chacun,
Un machines à glace.



3.1.2 Développement Local (suite)

Appui à la mobilisation d'épargne et à la mise en relation des Groupement Démunis (GD) avec les Services de Financement Décentralisé (SFD)

Ouverture de 2 comptes auprès du SFD

77 322 600 FCFA de mobilisation d'épargne interne par 329 GD

26 677 776 FCFA de dépôt d'épargne par 329 GD

Élaboration et dépôt de 42 dossiers de demande de prêts auprès des trois SFD

36 dossiers de demande de prêts financés à hauteur de 70 148 500 FCFA



Appui à la mise en œuvre des AGR

90 AGR portées par 46 GD ont été suivies.

47 AGR concerne le Petit Commerce : 5 l'Agriculture :

23 pour l'embouche bovine/ovine et 15 pour

l'Artisanat.



3.2 Education et Formation

Sensibilisation des jeunes au plaisir de lire

Animations lecture dans les écoles partenaires

10 écoles de 3024 enfants

75% des enfants accompagnés ont une moyenne supérieure au seuil régional



Alphabétisation en français

trois anciens centres ont été ouverts avec 377 auditeurs inscrits

87% des apprenants sont admissibles au cours supérieur.



3.2 Education et Formation (suite)

Alphabétisation en français

10 centres d'alphabétisation en français ont été identifiés, électrifiés et équipés en tables bancs



Alphabétisation en langue locales (bambara, Fulfulde et Dogosso)

16 centres ont été ouverts avec 325 auditeurs

17 relais communautaires ont été recrutés et formés sur la tenue des outils de gestion et de suivi des GD.



3.3 Santé

Promotion des pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes

3 rencontres d'information, 63 personnes ont été touchées

2 stratégies avancées ont été organisées dans quatre gros villages, 425 personnes ont été informées, 45 jadelles, 480 préservatifs masculins et 6 pilules distribués

Un appui financier de 400 000 FCFA a été fait à la DRS pour l'achat des produits contraceptifs

Une concertation communale (40 leaders communautaires et religieux et autres acteurs) a été réalisée dans le cadre de l'abandon total de l'excision, le mariage précoce et la promotion des droits sexuels

25 concertations villageoises ont été organisées dans un contexte politico sécuritaire tendu en vue de faciliter la signature de convention collective d'abandon de l'excision et du mariage précoce

32 microprogrammes radiophoniques ont été réalisés dont 16 pour l'abandon total de l'excision, le mariage précoce et la promotion de la PF et les droits sexuels des femmes et des filles et 16 sur les conséquences de l'excision, du mariage précoce et les autres violences faites aux femmes et aux filles

3.3 Santé (suite)

Promotion des pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes (suite)

732 causeries éducatives ont été réalisées à l'endroit des communautés des trois communes avec 7996 personnes touchées par ces activités d'IEC dont 4899 femmes

156 **visites à domicile** (600 personnes touchées) information sur les thématiques de l'excision, mariage précoce, les autres VBG, la PF et les droits sexuels.

Lutte contre le paludisme et la malnutrition :

913 familles visitées: 1053 enfants testés au TDR , 981 positifs, 708 cas de paludisme simple et 273 cas de paludisme grave, 981 enfants traités et guéris.

32 malnutris dépistés, 28 enfants malnutris modérés et 4 enfants malnutris sévères.



3.3 Santé (suite)

Centre d'écoute jeunes

490 patients dont 353 femmes consultées,
283 cas d'IST dont 209 femmes ;
130 cas de planning familial ;
50 référés du VIH dont 26 femmes ;
2100 préservatifs masculins distribués



3.4 Eau-Hygiène-Assainissement

Promotion de l'Hygiène et Assainissement à l'école

10/13 écoles certifiées "école propre».

3 005 élèves (dont 1 651 filles) sensibilisés et utilisent les bonnes pratiques d'hygiène

Assainissement Total piloté par la communauté

17 villages de 323 ménages, 1 Cscm, 17 leaders coutumiers et 7 écoles ont été touchés

68 latrines réalisées

20 membres des comités villageois d'assainissement formés sur leurs rôles et responsabilités.

2 journées (Journée Mondiale de Lavage des Mains aux Savons et Journée Mondiale des Toilettes) célébrées



3.4 Eau-Hygiène-Assainissement (suite)

Promotion de l'Eau en milieu rural

2 conventions de gestion locales des ressources en eau signées et suivies

275 producteurs maraichers dont 227 femmes (soit 83%) encadrés pour leur appropriation des techniques de valorisation d'eau dans leurs périmètres/jardins.

Évaluation des besoins des producteurs des 5 PM et élaboration d'un plan de renforcement des producteurs

Résultats majeurs

Le Degré moyen d'application de la Maitrise d'Ouvrage est satisfaisant (il est passé de 57% contre 66%). la prévision est de 90% en 2021

Les communes ainsi que les Association des Usagers de Eau Potable(AUEP) sont sensibilisés et ont développé une pratique de reddition des comptes

Plus de 70% des ouvrages sont gérés par des contrats de délégation de gestion dûment établis entre communes et Association des Usagers de Eau Potable(AUEP)

L'établissement des contrats entre communes et artisans réparateurs est stationnaire. Il est toujours de 75%.

Le Degré moyen de performance (technique et financière) des fournisseurs des services d'eau potable et d'assainissement est passé de 70% à 74% en fin 2018.

3.4 Eau-Hygiène-Assainissement (suite)

Amélioration de l'accès durable en eau potable et l'assainissement des populations démunies dans 4 villages des communes de Kounari et Fatoma à travers la mise en place des systèmes hydrauliques villageois améliorés (SHVA).

3 SHVA et 9 bornes fontaines réalisés

1 SHVA et 2 bornes fontaines en cours de réalisation

4 comités d'assainissement villageois et 4 associations d'usagers d'eau mis en place et formés

Les populations des 4 villages sensibilisées sur les pratiques d'hygiène

Les réparateurs villageois ont été formés en technique de maintenance- petite réparation des infrastructures



4 Conclusion

De façon générale, le niveau de réalisation des activités prévues pour l'année du 2018, a été satisfaisant grâce aux contributions techniques et financières des partenaires suivants:

En France

L'AFD à partir de juin 2018,
Le Département des Yvelines, le Grand Lyon,
Les communes de Maurepas et Coignières dont le montant leur subvention habituelle a été réduite.

Au Mali

L'UNICEF, PROTOS, FHI 360/USAID, MSH-CAEB/PAYS-BAS,
OXFAM/PAYS-BAS
PACUM à partir de mai 2018
Le PMR/FIDA a maintenu son financement jusqu'en juin 2018

Dans le **domaine de la décentralisation et de la bonne gouvernance**, le volume des activités réalisées a favorisé un réel exercice de maîtrise d'ouvrage et a contribué à la consolidation de la participation citoyenne dans le cadre de la gestion des affaires communales. Il a aussi contribué à améliorer la connaissance des populations du contenu de l'accord de la paix et de la réconciliation nationale

Avec la réalisation des **microprojets dans nos secteurs** d'intervention, l'accès des populations aux infrastructures et services socioculturels de base s'est amélioré, notamment dans les secteurs du développement social, santé, éducation, eau, hygiène et assainissement.

Les réalisations des **microprojets économiques** tels l'aquaculture de N'Tokonroko, l'installation des jeunes dans les filières porteuses, et les femmes à développer les activités génératrices de revenu ont contribué à améliorer la situation financière des bénéficiaires directes

Au-delà des projets sectoriels, des cadres de partenariat constructifs ont été mis en place avec les acteurs locaux. Ils ont permis de dialoguer et de discuter du choix des priorités, de suivre la mise en œuvre participative des actions.

4 Conclusion

La mobilisation sociale et la participation citoyenne dans la commune urbaine de Mopti et de Gao– financement PACUM/banque mondiale sur crédit IDA

Amélioration de l'accès durable en eau potable et l'assainissement des populations démunies dans 4 villages des communes de Kounari et Fatoma à travers la mise en place des systèmes hydrauliques villageois améliorés (SHVA) – Financement Grand Lyon

Réponse durable à l'insécurité alimentaire des villes de Mopti, Socoura, Fatoma et Sio par la redynamisation des banques de céréales (PREBC) – Financement Secours Islamique France

Les Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale- Financement UNICEF

Alphabétisation en Français des publics jeunes de la région de Mopti- Financement Aide&Action/HI sur fond AFD

5 Les principales difficultés et les Perspectives 2019

Difficultés

La principale difficulté est la situation sécuritaire qui contribue à affaiblir l'économie locale par les braquages routiers, les pillages des marchés et foires locales ; l'isolement de certains villages, l'absence de l'administration dans la zone inondée.

Perspectives 2019

Le plan d'action de la tranche 1 de la phase 1 du PADD constitue le document de référence pour rapport à l'exercice 2019. Les grandes lignes de ce plan d'action complétées par d'autres actions non prises en compte sont

Secteur Décentralisation et développement Local

Clôture du projet aquaculture
Poursuite du programme gouvernance local redevable
Poursuite du projet engagement citoyen
Poursuite du projet jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale
Démarrage et poursuite du Projet de réponse durable à l'insécurité alimentaire dans la ville de Mopti, par la redynamisation des banques de céréales (PREBC)

5 les Perspectives 2019 (suite)

Secteur Santé

Évaluation des centres alpha, des centres d'écoute jeunes et du programme palu

Poursuite animation dans les centres alpha et d'écoute

Poursuite Programme palu à Mopti

Réhabilitation et équipement de CSCOM

Rattrapage accéléré (dépistage et mise sous traitement) des femmes enceintes et enfants VIH+ et amélioration de la connaissance des mères et gardiennes d'enfants sur au moins 5 pratiques familiales essentielles (PFE) dans la région de Mopti

Secteur Education

Poursuite du volet alphabétisation du projet Actif

Poursuite des activités Palm et alpha dans les écoles partenaires

Secteur Eau-Hygiène-Assainissement

Poursuite du Projet ATPC et du projet promotion de l'hygiène

Poursuite du projet SHVA dans les communes de kounari, Fatoma et Bassiro
Réalisation du projet Grand Lyon

5 les Perspectives 2019 (suite)

Participation à des appels à projet santé
éducation, gouvernance, eau-hygiène-
assainissement

Recrutement d'un bureau/consultant pour Audit
financier du PADD

Rédaction du compte rendu narratif et financier
de la tranche 1 du PADD

Réalisation de l'Etude Baseline PADD

